



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 19 décembre 2014

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS
D'EXPLOITATION

SOCIETE VALORYELE

COMMUNE DE OUARVILLE

La société VALORYELE demande la modification des conditions d'exploitation de l'installation de traitement et de maturation de mâchefers située sur le territoire de la commune de Ouarville.

Par courrier du 2 juillet 2010, la société VALORYELE a fait part de son classement au titre des droits acquis à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret n°2010-369 du 13 avril 2010.

I – OBJET DU DOSSIER

1.1. Présentation de l'établissement

La société VALORYELE dont le siège social est situé 19, rue Gustave Eiffel à Rambouillet exploite une installation de traitement et de maturation de mâchefers sise Chemin Saint Mathurin sur la commune de Ouarville.

A ce titre, elle bénéficie d'un arrêté du 5 juin 2007 l'autorisant à augmenter la capacité de traitement de ses installations et se substituant à l'arrêté préfectoral n°17 du 7 janvier 1999 lui ayant été antérieurement délivré.

Elle est autorisée au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
322	A	A	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains : station de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	Installation de transit, traitement et maturation de mâchefers bruts à partir d'installations d'incinération de déchets non dangereux	Néant	Néant	Néant	90 000 tonnes/an	
322	B1	A	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains : traitement : broyage						
2515	2	A	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Centrale de traitement des mâchefers d'incinération et de stabilisation par des liants hydrauliques	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	> 200	kW	400	kW
2920	2	NC	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, dans tous les autres cas :	Un compresseur d'air de 5 kW pour l'ouverture des portes du malaxeur et des trémies.	Puissance absorbée	> 50	kW	5	kW

1.2. Présentation des demandes

Par courrier du 2 juillet 2010, la société VALORYELE a fait part de son classement au titre des droits acquis à l'antériorité.

Par courrier du 28 janvier 2011, la société VALORYELE sollicite la modification de son arrêté préfectoral d'autorisation sur les points suivants :

- la prise en compte des mâchefers de l'usine d'incinération de Pithiviers dans l'article relatif à l'origine géographique des déchets ;
- la possibilité de ne plus définir le nombre de stalles de stockage dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- le remplacement de la réserve incendie prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation par un bassin de rétention existant sur le site aménagé en réserve incendie.

L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux a remplacé les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains et entraîne également la nécessité d'actualiser l'arrêté préfectoral du site.

1.3. **Cadre administratif de l'instruction**

Demande d'antériorité

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques : 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799 relatives aux activités de traitement de déchets.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du Code de l'environnement précise que « les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret. »

Modification des conditions d'exploitation

Le site étant soumis à autorisation, les modifications demandées par la société VALORYELE sont à apprécier selon l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, à savoir si les modifications sollicitées ont un caractère substantiel ou non et si elles nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

Cette modification doit être appréciée en fonction des dangers et inconvénients supplémentaires par rapport à l'activité existante.

Application de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011

L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux a remplacé les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains et nécessite d'actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation.

II - EXAMEN DES DEMANDES

2.1. Demande d'antériorité

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 13 avril 2010, la société VALORYELE a fait part de son classement au titre des droits acquis à l'antériorité le 2 juillet 2010. Les activités exercées sur le site de la société VALORYELE relèvent désormais des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2716	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Transit de mâchefers	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	> ou = 1 000	m ³	30 000	m ³
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Installation de broyage et de maturation de mâchefers	Quantité de déchets traités	> ou = 1 0	t/j	620	t/j

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumis à contrôle périodique), ou NC (non classé).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au vu de la demande d'antériorité et de la modification de la nomenclature, l'inspection des installations classées précise que le volume autorisé au titre de la rubrique 2791 a été calculé sur la base de 145 jours de fonctionnement (prise en compte du fonctionnement de l'installation du lundi au vendredi, des arrêts techniques, des travaux hebdomadaires de nettoyage et d'entretien, des réparations non programmées). Le volume autorisé est limité à 90 000 tonnes/an.

2.2. Modification des conditions d'exploitation

- Réception de mâchefers de l'usine d'incinération de Pithiviers

S'agissant d'une modification non substantielle au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, la réception de ces mâchefers en provenance de l'usine de Pithiviers a fait l'objet de la lettre du préfet d'Eure-et-Loir du 10 janvier 2008.

Le préfet a rappelé à l'exploitant que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2007 demeuraient applicables, et qu'en particulier :

- la capacité maximale annuelle de traitement et de maturation autorisée sur le site est de 90 000 tonnes de mâchefers bruts à partir des installations d'incinération des déchets non dangereux et le tonnage admis en provenance des départements autres que l'Eure-et-Loir (30 000 tonnes) ;
- la quantité maximale de stockage autorisée sur site (31 400 tonnes) ;
- les dispositions de l'article 8.2.1.4.1, l'exploitant devant à cet égard disposer des résultats d'analyses des mâchefers effectuées par l'exploitant de l'UIOM de Pithiviers, qui devront être tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

- Possibilité de ne plus définir le nombre de stalles de stockage dans l'arrêté préfectoral d'autorisation

16 stalles de stockage sont définies dans l'arrêté d'autorisation dont 4 stalles de produits bruts et 12 stalles de stockage et maturation.

Afin de pouvoir gérer les lots des différentes usines d'origine des mâchefers, la société VALORYELE demande que le nombre de stalles de stockage ne soit plus défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation mais défini en zones de stockage en fonction des volumes des lots bruts ou traités, des résultats des analyses pour maturation et des stockages du produit avant commercialisation.

Un plan de gestion des lots est mis en oeuvre par l'exploitant conformément à l'article 8.2.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juin 2007.

- Changement de réserve incendie

L'exploitant souhaite changer de réserve incendie. Il indique que la réserve incendie située à l'entrée du site et définie dans l'arrêté préfectoral d'autorisation est alimentée par les eaux pluviales et complétée si besoin par de l'eau de forage issue de l'usine d'incinération. Il ajoute qu'il dispose d'un bassin de rétention situé au fond de la plate-forme maintenu en permanence à niveau pour l'arrosage de la plate-forme et qu'il lui semble plus judicieux, afin de préserver les ressources en eau, de définir ce bassin comme réserve incendie.

Il indique que ce bassin est utilisé dans le process de l'installation (arrosage en période sèche) et est constamment maintenu à niveau par les eaux du drain de la plate-forme, les eaux de recyclage de l'usine ou les eaux de forage.

Par courrier du 19 mai 2014, l'exploitant a joint un message électronique du 17 octobre 2013 du chef de centre de Ouarville, Groupement territorial centre du SDIS 28 indiquant qu'il est plus judicieux d'utiliser le bassin se trouvant au fond de la plate-forme comme réserve incendie, celui-ci étant équipé d'une canalisation d'aspiration munie d'un demi-raccord symétrique DN100 conforme à son matériel et disposant d'une capacité supérieure."

Cette modification n'est pas considérée par l'inspection des installations classées comme substantielle.

2.3. Modifications de la circulaire du 09 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains

Les mâchefers sont des résidus non dangereux provenant de l'extraction des matières solides en sortie du four d'incinération. Certains sont valorisables, d'autres doivent être stockés en installation de stockage de déchets non dangereux.

Précédemment, la valorisation des mâchefers était régie par les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains. Cette circulaire définissait trois catégories de mâchefers, ces catégories étant déterminées sur la base des caractéristiques physiques et chimiques et du potentiel polluant :

- mâchefers à faible fraction lixiviable dits de catégorie V (valorisable);
- mâchefers intermédiaires, dits de catégorie M (maturable) ;
- mâchefers à forte fraction lixiviable, dits de catégorie S (stockage).

L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux a modifié les dispositions de la circulaire précitée. Cet arrêté fixe désormais les conditions techniques permettant de déterminer si les mâchefers peuvent ou non faire l'objet d'une valorisation en technique routière et énumèrent les paramètres à analyser pour le comportement à la lixiviation et pour la teneur intrinsèque en éléments polluants.

Le comparatif sur la définition d'un mâchefer valorisable entre les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 et celles de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 (pour un usage routier de type 1, valeurs sur fractions lixiviées – cf. article 17.5.I.a du projet d'arrêté) est effectué dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	Circulaire du 9 mai 1994 Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)	Arrêté ministériel du 18 novembre 2011 Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)
Arsenic	2	0,6
Baryum	-	56
Cadmium	1	0,05
Chrome total	-	2
Cuivre	-	50
Mercure	0,2	0,01
Molybdène	-	5,6
Nickel	-	0,5
Plomb	10	1,6
Antimoine	-	0,7
Sélénium	-	0,1
Zinc	-	50
Fluorure	-	60
Chlorure	-	10 000
Sulfate	10 000	10 000
Fraction soluble	-	20 000

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 impose la réalisation d'analyses sur les paramètres suivants (appelées teneur intrinsèque en éléments polluants) :

- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) ;
- PCB (polychlorobiphényles) – (7 congénères) ;
- Hydrocarbures (C10 à C40) ;
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques
- Dioxines et furannes.

Un mâchefer est considéré comme pouvant être recyclé au sein d'ouvrages routiers au regard de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 si, pour l'ensemble des paramètres précités, les valeurs associées au lot trimestriel, représentatives du comportement à la lixiviation ou la teneur intrinsèque en éléments polluants, ne dépassent pas les valeurs limites indiquées en annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 (tableaux n°1 et 2).

L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 est applicable depuis le 1er juillet 2012.

III- CONCLUSION - PROPOSITION

Compte-tenu des nouvelles conditions d'exploitation et considérant la nouvelle situation administrative du site, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pris après avis du CODERST en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement doit modifier le tableau de classement et fixer les prescriptions complémentaires.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint doit être présenté pour avis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.